

AMNESTY INTERNATIONAL

Déclaration publique

Index AI : ASA 21/008/2008 (Public)

ÉFAI

30 juin 2008

Indonésie. Amnesty International condamne les exécutions pour trafic de stupéfiants

Amnesty International condamne avec force l'exécution de deux hommes (Hansen Anthony Nwaolisa, quarante ans et Samuel Iwachekwu Okoye, trente-sept ans), passés par les armes en Indonésie le jeudi 26 juin 2008 en fin de journée. Ils avaient été reconnus coupables d'avoir tenté d'introduire de l'héroïne en fraude en Indonésie en 2001. En 2004, le président Susilo Bambang Yudhoyono avait rejeté leur appel à la clémence.

C'est la première fois que les autorités indonésiennes procèdent à des exécutions depuis avril 2007, et c'est la première fois depuis 2004 que des prisonniers reconnus coupables d'infractions liées à la législation sur les stupéfiants sont exécutés.

Les exécutions ont eu lieu lors de la Journée internationale contre l'abus et le trafic illicite des drogues, parrainée par les Nations unies. Le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-Moon, a rappelé à tous les États membres des Nations unies, « *qu'ils sont tenus de respecter pleinement les droits des détenus toxicomanes et des personnes détenues pour des infractions liées à la drogue, en particulier le droit à la vie et à un procès équitable.* »

Malgré cela, Henderman Supandji, procureur général d'Indonésie, a déclaré cette semaine l'intention du gouvernement d'accélérer les exécutions de trafiquants de drogue, à contre-courant de la tendance générale en faveur de l'abolition de la peine capitale. À la date du 27 juin, 137 pays dans le monde avaient aboli la peine de mort en droit ou en pratique. Consciente de cette tendance, l'Assemblée générale des Nations unies a adopté en décembre 2007 la résolution 62/149 appelant tous les pays dans lesquels la peine capitale existe toujours à établir un moratoire sur les exécutions en vue de l'abolition de la peine de mort.

Les condamnés à mort passent devant un peloton d'exécution en Indonésie. Les pelotons d'exécution sont composés de 12 personnes, dont six ont des armes chargées de balles réelles et six ont des balles à blanc. Les exécutions sont souvent annoncées très peu de temps à l'avance ; dans ce dossier, les autorités n'ont informé les deux hommes et rendu l'information publique que trois jours à l'avance, ce qui a provoqué un début d'émeute à la prison de Nusa Kambangan où ils étaient détenus.

Amnesty International appelle l'Indonésie à revenir sur son intention d'augmenter le nombre des exécutions et d'établir immédiatement un moratoire sur les exécutions en vue de l'abolition de la peine de mort.